

Atos : Thales prêt à investir dans les systèmes d'information de défense et les écoutes

Le groupe d'électronique de défense n'exclut pas de racheter MCS, l'une des divisions d'Atos spécialisée dans les communications de défense que l'Etat veut sanctuariser. Cette division pèse moins d'un tiers du chiffre d'affaires de celle visée par Bercy.

Ajouter à mes articles

Commenter

Partager

[Airbus](#)

[Dassault](#)



Thales se dit prêt à répondre positivement à l'appel de Bercy. (Lou Benoist/AFP)

Par [Anne Drif](#)

Publié le 30 avr. 2024 à 17:52 Mis à jour le 30 avr. 2024 à 19:19

PREMIUM Votre abonnement Premium vous permet d'accéder à cet article

Thales revient dans le jeu chez Atos. Ecarté [un temps par Airbus avant qu'à son tour il ne se désiste](#), le groupe dirigé par Patrice Caine est désormais l'invité officiel de l'Etat chez l'ex-fleuron informatique. Il se dit prêt à répondre positivement [à l'appel de Bercy](#) pour racheter l'une de ses divisions de défense.

« Le groupe regarde toutes les opportunités qui peuvent correspondre à ses critères d'acquisition. Aussi, on ne s'interdit pas de regarder l'activité Mission Critical Systems (MCS) de Défense et Sécurité au sein de BDS si cette activité est mise en vente », a déclaré Pascal Bouchiat, son directeur financier, à l'occasion des résultats trimestriels de Thales.

C'est l'un des trois actifs souverains que l'Etat a annoncé ce week-end vouloir racheter pour en ouvrir ensuite le capital à des industriels français afin de les isoler de la dérouté d'Atos. Cette division conçoit les systèmes critiques utiles au commandement du programme Scorpion de l'armée de terre, à la navigation des forces navales et à la sécurisation des réseaux de communication à bord du nouveau Rafale F4 de Dassault.

Cette branche développe aussi le système de communication C4I (Command, Control, Communications, Computers and Intelligence), qui livre à la chaîne de commandement de l'armée une carte du champ de bataille mise à jour en temps réel. Plus sensible encore, MCS détient dans son giron la société Avantix, spécialisée dans les systèmes d'écoute pour les services de renseignement.

Un tiers des actifs souverains

Thales n'entend donc pas être une solution de recours pour tous les actifs souverains. Ni pour les supercalculateurs, ni pour la cybersécurité critique qui développe des solutions de chiffrement, de crypto-analyse et de contrôle d'accès. Thales justifie qu'il est « pleinement mobilisé par l'intégration de sa récente acquisition Imperva », à 3,6 milliards d'euros, qui l'a fait entrer dans le [Top 5 des acteurs mondiaux du cyber](#).

LIRE AUSSI :

[Rafale : la version F4 entre en vigueur, celle de la « data » et du combat connecté](#)

[Atos : l'addition s'alourdit encore, à près de 5 milliards d'euros](#)

MCS pèserait 200 à 300 millions de revenus annuels sur l'ensemble du portefeuille de BDS, estimé à 1,5 milliard d'euros. Soit moins d'un tiers de ce que l'Etat a annoncé envisager de reprendre (entre 900 millions et 1 milliard de chiffre d'affaires) pour une valeur de 700 à 1 milliard d'euros.

Pour les pouvoirs publics, l'entrée en scène de Thales est une bonne nouvelle. Elle va permettre de lever un peu le doute sur l'une des questions qui émergent depuis la déclaration d'intention de Bercy : le contrôle du rachat de l'Etat français par Bruxelles sous l'angle des aides d'Etat. Bercy ne veut pas être accusé d'avoir « surpayé » les actifs souverains pour participer au sauvetage d'Atos de manière indirecte. Et de facto, il a plutôt intérêt à faire aboutir les discussions dans la fourchette basse qu'il a exprimée, autour des 700 millions d'euros.

Maintenant, les négociations avec Atos devraient en toute logique nécessiter de mettre aussi Thales dans la boucle. Interrogé, le ministère des Finances explique que son « intention est de faire une transaction aux conditions de marché ».

